

## **Autour des classes sociales.**

Paul Bouffartigue

► **To cite this version:**

Paul Bouffartigue. Autour des classes sociales.: Réflexions à partir d'un parcours de recherche. Etudier les classes sociales sur leurs "deux jambes": le travail et les modes de vie, Sep 2012, Paris, France. <halshs-00731724>

**HAL Id: halshs-00731724**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00731724>**

Submitted on 13 Sep 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Autour des classes sociales.  
Réflexions à partir d'un parcours de recherche**

**P. Bouffartigue**

<Paul.bouffartigue@ univ-amu.fr>

J'ai pris au sérieux l'intitulé de ces journées qui met en avant le mot « classes sociales ». Reste que sur les 12 communications annoncées, seulement six reprennent cette notion dans leur titre - avec « classe moyenne », « classes populaires », « classe ouvrière », « classes sociales », « situation de classe », « fraction de classe ». Cinq autres font un autre choix, et parlent de « milieux populaires », d' « enseignants », de « groupe populaire féminin », de « petit métier », de « salariat intermédiaire ». <sup>1</sup> Cela traduit sans doute les ambivalences et/ou les divergences entre sociologues à l'égard du concept dont il est question, très compréhensibles au demeurant. Je prendrai appui sur la manière dont je me suis efforcé de participer, surtout au cours des 10 dernières années, à la relance du questionnement classiste pour souligner son actualité récente (1). A partir de là j'essaierai de répondre à la question ici posée des liens entre les notions de salariat et de classes sociales. Je terminerai en évoquant un livre en cours d'écriture avec trois autres collègues sur la question des classes populaires (3), et en insistant sur l'urgence du décloisonnement des sociologies spécialisées, au premier rang desquelles les sociologies des catégories et groupes sociaux, et les sociologies des mouvements sociaux.

**Des cadres, aux classes, en passant par le « salariat de confiance »**

Mon parcours m'a permis de suivre les évolutions des trente dernières années concernant la problématique des classes, et d'y participer de plus près depuis une quinzaine d'années. Je distinguerai trois périodes.

Jusqu'à la fin des années 70, avec l'importance plus large de la référence à Marx en sciences sociales, cette conceptualisation reste assez centrale, mais sous des orientations souvent théoriciennes. C'est essentiellement pour moi la période de ma formation au métier de sociologue, et, de la fin des années 1970 au début des années 1990 ma focalisation sur une sociologie d'enquête de terrain fondée sur l'approche biographique fait que je ne me sens guère concerné par cet héritage. D'ailleurs, au même moment l'approche classiste se trouve disqualifiée, en même temps que Marx est délégitimé. C'est l'époque de la redécouverte de l'École de Chicago, de la nouvelle vague de la sociologie des professions, de l'apparition d'une sociologie de l'entreprise, et plus largement du tournant vers les approches microsociologiques.

---

<sup>1</sup> La douzième n'explique pas dans son titre l'entité sociale dont il s'agit.

Depuis le milieu des années 1990 la conceptualisation classiste retrouve une certaine légitimité dans le champ académique, à mon sens directement liée à l'inflexion des champs politiques et intellectuels induits par l'irruption du conflit social de l'hiver 1995, par l'essoufflement pratique et idéologique du libéralisme, voire par le renouveau d'un anticapitalisme. Ce « retour des classes sociales » charrie toutefois avec lui nombre d'interrogations autour de la nécessité comme de la difficulté de la réactualisation de la notion. Au cours de cette seconde période, c'est en cherchant à renouer avec une approche globale de la catégorie des cadres que je vais essayer de montrer l'intérêt qu'il y a à situer les dynamiques de ce « salariat de confiance » dans celles des classes et du capitalisme contemporain. J'ai en effet trouvé avec cette conceptualisation – fort ancienne au demeurant puisqu'elle date des années trente et nous vient du marxiste autrichien K. Renner, qui avait déjà inspiré les travaux de G. Benguigui et de D. Montjardet sur les « classes moyennes » au cours des années 1970, et avaient nourri très directement dès les années 1950 l'approche britannique marxowébérienne en termes de « service class » – un outil pour réfléchir à la situation et à la dynamique très ambiguës du groupe des cadres au cours des années 1990 : leur insertion plus étroite dans la condition salariale ordinaire accompagné du maintien de leur distance subjective à cette dernière. Il me semblait également qu'elle permettait à la fois d'intégrer et de dépasser nombre de résultats de la sociologie des groupes professionnels qualifiés.

Cette réflexion connaît depuis des prolongements avec l'impulsion de plusieurs livres collectifs, trois parus, le dernier en cours d'écriture.

Le « retour des classes sociales »<sup>2</sup> vise à la fois à réaffirmer la pertinence d'une lecture sociologique la société française en termes de classes sociales et de rapports de classes, tout en l'étayant empiriquement – en l'illustrant par la manière dont les inégalités sociales font système et à partir de l'évolution des grands groupes sociaux –, à montrer l'intrication des rapports de classe avec d'autres rapports sociaux de domination, ainsi que la manière dont la conflictualité sociale et politique les constituent. Il prend acte de ce paradoxe fondamental, l'existence d'une sorte de « lutte des classes sans classes ». Dit autrement, d'un phénomène d'aiguïsement de l'affrontement de classe qui se traduit par l'effacement des classes subjectives.<sup>3</sup> Des trois dimensions classiques permettant de désigner une classe sociale – communauté objective de condition et de destin, sentiment d'appartenance, et affirmation comme sujet politique – il n'en resterait plus guère que la première. Du moins si l'on excepte la grande bourgeoisie, cette « dernière classe » – pour reprendre l'expression de M. Pinçon et M. Pinçon-Charlot – qui, quant à elle, en possède bien tous les attributs, notamment celle de classe mobilisée en permanence en vue de sa reproduction et de la défense de ses intérêts. Ce paradoxe n'en est pas un si on tire toutes les implications d'une approche relationnelle des classes. Ce ne sont pas des entités substantielles, elles

---

<sup>2</sup> Bouffartigue P. (Eds) (2004), *Le retour des classes sociales*, La Dispute.

<sup>3</sup> Qu'on l'interprète comme contre offensive réussie de la part de la bourgeoisie en vue de restaurer la profitabilité du capital, ou de fuite en avant devant des contradictions insurmontables, il n'est guère contestable que la classe dominante est parvenue à affaiblir le monde du travail sur tous les plans : économique, politique, symbolique. Sur l'importance de la dimension langagière des stratégies patronales et managériales conduites dans le monde du travail cf. Linhart (2012).

se construisent et se déconstruisent dans leurs rapports, faits de conflits, d'alliances, de compromis. Leurs identités et leurs frontières sont les résultants instables de ces rapports de classes. Le livre va plus loin, en affirmant que les formes contemporaines de la conflictualité sociale et politique ne sauraient déboucher ni sur la reconstitution de classes à l'ancienne- ces grands groupes sociaux bien identifiables, relativement séparés, dotés d'un fort sentiment d'appartenance - ni sur l'identification de l'un d'entre eux comme acteur privilégié de la transformation sociale. Des processus majeurs et irréversibles, allant bien au-delà de la généralisation et des recompositions du salariat, sont en cause dans l'effacement de l'ancienne configuration classiste : délitement de l'Etat-Nation sous la poussée de la mondialisation néo-libérale ; affirmation de la « société des individus » ; universalisation d'enjeux comme celui du devenir de la planète.

Dans sa conclusion ce livre invite à travailler sur trois chantiers de connaissance : le pôle du Capital ; les formes ordinaires de domination et de résistance ; les dynamiques émancipatrices... Dans « quand le travail se précarise, quelles résistances collectives »<sup>4</sup> c'est principalement ce dernier chantier qui nous occupe : toujours à partir d'une série d'études empiriquement fondées, principalement en France mais pas seulement, si des résistances collectives surgissent au cœur même de la précarisation salariale – pensée comme processus qui n'est jamais exempt de contradictions - quels sont les obstacles à leur développement, et à quelles conditions pourraient-elles se déployer et participer d'une régénération du syndicalisme ? Le recul historique sur le cas français, comme les comparaisons internationales, montrent une très grande diversité des formes de l'action salariale et de ses horizons en matière de sécurisation de la condition salariale. Ils ne se limitent aucunement à leur figure fordienne, étayée sur la grande industrie, privilégiant la branche d'activité et l'entreprise, et tournée vers la stabilisation de la relation d'emploi avec un seul employeur. Ces détours historiques et géographiques invitent donc à imaginer une refonte de la forme syndicale héritée du XX<sup>ème</sup> siècle et des modalités de sécurisation des conditions d'existence associées, refonte qui permettraient de répliquer aux formes actuelles de la crise syndicale et de la détérioration des normes salariales.

Avec « Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ? »<sup>5</sup> on interroge le fait que le discours sur la crise des cadres est « monté d'un étage » sous la forme d'une inquiétude plus vaste sur la dégradation de la situation des classes moyennes. Inquiétude derrière laquelle se lisent toujours des inquiétudes relatives à la vitalité démocratique et la crainte d'une radicalisation politique. C'est l'occasion de tenter de renouveler le débat théorique des années 70 sur les classes moyennes, en mettant l'accent sur le double mouvement de diversification objective – voire d'« éclatement » de la constellation qu'elles forment - et de large diffusion, bien au-delà de leurs rangs, d'un sentiment d'appartenance au monde des classes moyennes. Là encore notre souci a été d'étayer cette réflexion de la manière la plus solide sur le plan empirique pour rendre compte de ce paradoxe : la confirmation de la grande faiblesse de la thèse de la « moyennisation » de la

---

<sup>4</sup> Bérout S. et Bouffartigue P. (Eds) (2009), *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?* (2009), La Dispute.

<sup>5</sup> Bouffartigue P., Gadea C., Pochic S. (2011), *Cadres, classes moyennes : vers l'éclatement ?*, Armand Colin

société française, la progression de la part de la population qui déclarent appartenir à cet ensemble « moyen ».

Enfin le livre en cours d'élaboration, « En quête des classes populaires »,<sup>6</sup> accordera une attention particulière aux processus sous-jacents à leur invisibilisation politique et symbolique, mais aussi aux formes de résistance et de « politicités » - concept que l'on doit à D. Merklen - qui les animent, elles-mêmes peu visibles au travers des grilles de lectures sociologiques et politiques usuelles des milieux populaires. Le défi sera de se défaire du piège qui fait que l'emploi de cette notion traduit souvent, en même temps que la fidélité intellectuelle à l'approche classiste, une nostalgie ouvriériste, avec cette tendance à lire ces mondes sociaux en termes de manque-s par rapport à la fameuse classe ouvrière : à quelles conditions la notion peut-elle éviter ce piège ?

Un certain nombre d'indices relevés ces deux dernières années me font dire que toutes ces pistes de recherche de ces dernières quinze années sont plus pertinentes que jamais. Par exemple le succès du badge « je lutte des classes » dans les grandes mobilisations collectives de fin 2011 sur les retraites, qui exprime bien cette recherche d'une nouvelle combinaison entre affirmation de l'individualité et mise en avant d'une appartenance collective. Ou en encore le recul confirmé de la conscience de classe ouvrière, accompagné de la généralisation des sentiments de déclassement et de paupérisation.<sup>7</sup> L'apparition de mobilisations collectives qui, telles « Occupy Wall Street » se font au nom des « 99% » qui s'opposent aux « 1% ». Ou enfin l'apparition du recours à la notion de « classes populaires » aux côtés de celle de « classes moyennes » dans le discours politique de partis de gauche, ce qui est une manière de désigner et de reconnaître une opposition entre une très grande majorité du peuple et une infime minorité de privilégiés

### **Salariat et classes sociales.**

On sait que les notions de « salariat » et de « rapport salarial » sont l'objet de débat. Met-on l'accent sur la précarité du contrat de travail salarié intrinsèque au régime économique capitaliste en longue durée ? Ou, inversement sur les institutions qui ont structuré le développement d'une condition salariale et d'une « société salariale » et qui amorcent ou dessinent le dépassement de cette précarité ?<sup>8</sup> A mon sens, l'intérêt de cette notion est justement d'aider à penser l'unité et la diversité des formes historiques et sociales de la condition et du rapport salarial. Donc, pour répondre à la première question qui nous est posée, parler de salariat ne gomme pas nécessairement cette diversité, en particulier la diversité des clivages de classes qui le traversent. Ce qui est par contre la cas quand on usait de la notion de « prolétariat ».

---

<sup>6</sup> Bérout S., Bouffartigue P., Eckert H., Merklen D, *En quête des classes populaires*, La Dispute (à paraître)

<sup>7</sup> On trouvera nombre d'indicateurs empiriques de ces tendances dans G. Michelat et M. Simon (2012), appuyée sur une étude de la SOFRES en 2010, et étayée sur les enquêtes d'opinion qu'ils conduisent depuis les années 1960.

<sup>8</sup> On aura reconnu les points de vue d'A. Bihr, et, d'autre part, de R. Castell et de B. Friot (au-delà des divergences majeures entre ces deux derniers)

Il est donc pertinent de réfléchir à la diversité du salariat, au fil de l'histoire du régime capitaliste, comme à chaque moment du développement d'une société donnée, à dominante capitaliste. C'est une condition nécessaire, sinon suffisante à l'élaboration d'une analyse en termes de classes et de fractions de classes. Le salariat « bridé » (Moulier-Boutang, 1998) n'est pas le salariat « libre », le salariat « fordiste » n'est pas celui du paternalisme (Lamanthe, 2011) ni celui du néolibéralisme. Le salariat de confiance n'est pas le salariat d'exécution, le salariat du public n'est pas le salariat du privé. Et on peut identifier des figures typiques du salariat contrastées, y compris au sein du précarat contemporain : travailleurs sans papiers, précaire assisté (Bouffartigue, 2011).

Cette diversité intrinsèque au salariat renvoie bien sûr à ses formes juridico-institutionnelles, qui non seulement l'« encadrent », mais le *constituent*, aux côtés de la variété des modalités d'échange, d'usage et de reproduction de la force de travail. L'évolution de ces formes institutionnelles dominantes participe également des dynamiques macrosociales qui affectent groupes et catégories sociales : songeons à la manière dont néolibéralisme tend à dégrader et à éclater la norme salariale, dualisation au regard du degré de la protection de l'emploi ; dont le « New Public Management » à la fois contracte et remodèle l'espace du salariat public ; ou encore dont les politiques migratoires produisent des travailleurs privés de droits civiques. Ces formes juridico-institutionnelles jouent également leur rôle dans les formes de la domination et de conscience social et politique associés aux relations salariales. Par exemple la montée d'une représentation triangulaire au détriment d'une représentation bipolaire du monde sociale dans de larges fractions des classes populaires – sentiment d'opposition non seulement aux riches ou aux puissants, mais aussi aux plus pauvres et plus précaires, perçus comme « assistés » - (Schwartz, 2009) n'est pas indépendante de ces dynamiques du salariat, comme des politiques de la ville (Jobard, 2007) même si elle sont activement travaillées par le populisme de droite et d'extrême droite.

Reste que cela reste insuffisant pour épuiser l'analyse des classes et des rapports de classe (Bihr, 2011). Il convient à cette fin d'intégrer dans l'analyse leurs dimensions politiques, idéologiques et symboliques, et l'ensemble des autres rapports sociaux – de sexe, de génération, raciaux –, ainsi que de prendre en compte les trajectoires sociales et des modes de vie des individus et des groupes. La notion de salariat et de salariats reste un point de départ incontournable d'une analyse classiste, mais cette dernière ne saurait s'y arrêter. La manière dont les transformations du salariat et celle des rapports sociaux de sexe se sont intriqués au cours des dernières décennies est une des clefs de lecture majeure, avec des évolutions très contrastées au plan des inégalités hommes /femmes, ou au sein même des femmes. Les relations en génération évoluent également de manière paradoxale, une concurrence accrue au regard du travail et de la protection sociale pouvant aller de pair avec des solidarités resserrées dans l'espace privé. Quant aux processus de racisation de la question sociale on en connaît bien la puissance de ses effets de division et d'affaiblissement du mouvement ouvrier.

Par rapport aux lectures sociologiques les plus courantes des liens entre précarisation et éclatement du salariat et affaiblissement des résistances collectives et organisées – le premier phénomène déterminant assez directement le second –, je plaide avec d'autres pour la revalorisation du rôle des dimensions

politiques et culturelles. Dit autrement, la difficulté de la gauche syndicale et politique à se dégager d'une lecture datée des mutations sociales – lecture marquée, notamment, par les conquêtes de la période du compromis fordiste et la priorité donnée au salaire et à l'emploi sur le travail : son contenu, son organisation, son sens (Supiot, 2011) – et à travailler sa propre culture, ne joue-t-elle pas un rôle plus considérable que généralement admis dans les dynamiques régressives en cours ? La diversification des formes et des terrains de la domination et des résistances à ces dominations n'élargit-elle pas potentiellement considérablement les possibilités de redéploiement de la critique sociale et de la contestation du capitalisme ? Plus précisément la manière dont l'expérience de la domination de sexe ou raciale peut nourrir celle de l'expérience de la domination de classe en s'y combinant et en y stimulant les résistances n'est-elle pas fort sous-estimée ?<sup>9</sup>

### **En quête des classes populaires**

Ces questions sont au cœur de ce projet de livre. Il se propose de prendre à bras le corps les nombreuses questions que ne manque pas de susciter une telle catégorisation, dont il faut souligner qu'après avoir été utilisée par une partie des sociologues, elle l'est depuis peu par certains acteurs politiques qui en avaient perdu l'habitude. Sans quitter son statut de « classe objet », cette notion, dans la mesure où elle serait mobilisée durablement dans l'espace public, pourrait participer d'une évolution des modes de représentation du monde social dans les milieux populaires.

On y reviendra sur le sens du passage du singulier de « classe ouvrière » au pluriel de « classes populaires » chez ceux des sociologues qui trouvent toujours pertinent l'analyse classiste du singulier. Certes, il s'agit de prendre acte à la fois du délitement objectif et surtout subjectif de cette dernière, des proximités sociales accrues entre ouvriers et employés, et de la permanence des dominations sociales qui tendent à la reproduction d'un vaste ensemble social cumulant sur-expositions aux contraintes économiques, faiblesse de ressources culturelles légitimes, avec la disqualification et l'invisibilité symbolique et politique.

Mais ce faisant, ne sous-estime-t-on pas nécessairement tous les effets de leur désenclavement social – *via* notamment la scolarisation et l'implication dans le travail de services en contact avec un public – ainsi que les implications du clivage interne qui les travaille entre un pôle relativement stabilisé et un pôle précarisé ? Ne risque-t-on pas de les appréhender surtout en terme de « manques » par rapport à une représentation, largement mythique, d'une classe ouvrière unifiée et mobilisée ?<sup>10</sup> Et donc de ne pouvoir y lire les recompositions en cours,

---

<sup>9</sup> Deux exemples récents et convaincants : dans le cas du syndicalisme britannique et de ses nouveaux militants par S. Moore (2010) – cf. mon compte rendu dans *Sociologie du travail* Bouffartigue, 2012 - , que s'articulent plus que s'opposent la conscience de classe avec les consciences féministe ou communautaire ; dans le cas du syndicalisme dans la sous-traitance automobile par C. Berthonneau (2011), qui montre comme des « jeunes des cités » sont amenés à reconvertir leur « culture contestataire de rue » dans la prise d'un mandat syndical à la CGT

<sup>10</sup> « Les classes populaires seraient toujours là sous la même forme sociale et lorsque le populaire n'est pas ouvrier on a l'impression que tantôt la sociologie d'entête à le voir ouvrier, tantôt elle se perd et commence à voir des « déviations » chaque fois que ses descriptions ne coïncident pas avec l'image hérité de ce populaire ouvrier » (Merklen, 2011)

y compris en termes de renouvellement du contenu même des « subjectivités politiques » (Moucharik, 2008) du « politique », dans les fractions précarisées de ces classes populaires.. Au-delà de la réflexion sur la radicalisation du sentiment d'incompétence et de légitimité politique, de la distance traditionnelle des classes populaires à la politique instituée, de l'étude des liens complexes entre dynamiques morphologiques et spatiales et dynamiques des comportements électoraux dans les milieux populaires, comment penser l'évolution de leurs formes de résistance à la domination sociale ? Comment, en même temps, éviter d'appeler « résistance » toute conduite qui ne s'inscrit pas spontanément dans la reproduction de l'ordre social ? Sans doute, comme le conseille S. Bouquin (2011) à propos des résistances au travail, en suivant la piste indiquée par James C. Scott (2008), laquelle permet de penser ensemble la domination et sa critique : il faut distinguer la scène visible, publique de la domination, et les situations « dans le dos du pouvoir, qui sont des espaces de contre pouvoir et de dissidence », et distinguer les pratiques qui peuvent être fonctionnelles avec l'ordre social de celles qui sont clandestines et non officialisables, sinon tolérables.

C'est tout l'enjeu par exemple du débat sur les dimensions politiques des émeutes et des violences urbaines, dimensions que D. Merklen s'efforce de porter au jour à l'aide de son concept de « politicité populaire », à partir de ses enquêtes sur la fraction précarisée des classes populaires vivant dans les banlieues urbaines. Ce concept est inspiré par la sociologie latino-américaine, de longue date confrontée à une ensemble de « classes populaires », vaste, mouvant et informe, dans lesquelles le prolétariat industriel a toujours été très minoritaire. Il prend acte de l'importance de leur ancrage dans le territoire et de la référence à la notion de « citoyenneté » dans leurs tentatives de reconstitution de capacités d'action et de participation politique. D'une certaine manière très « intégrés » ces habitants des « banlieues » sont très ambivalents dans leur relations aux institutions publiques. Obligées de se mobiliser quotidiennement pour obtenir des ressources *via* les politiques sociales territorialisées, elles se sentent victimes d'injustices collectives, dénoncent la « classe politique », revendiquent leur appartenance à la République et demandent davantage services publics, tout en aspirant « sortir de cette forme d'hétéronomie que représente pour eux le fait que des agents extérieurs à leur monde, à leur quartier, à leur maison viennent leur imposer des normes ». Le territoire se substitue aux partis et syndicats comme support essentiel de la mobilisation politique. Les formes d'identité de classe n'ont pas disparu, elles se sont métamorphosées, le « eux » mêlant désormais ici hommes politiques et fonctionnaires des différentes administrations.

En déniait la portée politique des violences urbaines, la politique instituée, comme la plupart des sociologues, ne participent-ils pas de la rupture entre ces dernières et une expérience sociale qui est aussi une « expérience avortée de la politique », pour reprendre l'expression d'Isabelle Ferreras (2007) dans un autre domaine, celui du monde du travail des caissières de la grande distribution ?

Plus que jamais donc, travailler avec le concept de classes oblige à la sociologie des catégories et groupes sociaux à s'ouvrir sur les autres différents champs de la sociologie et d'autres sciences sociales : bien sûr l'économie et la sociologie du travail, mais aussi la sociologie politique et des mouvements sociaux, celle des



politiques publiques, sociales et urbaines. C'est à cette condition que nous pourrions dépasser l'inadéquation d'une approche datée des classes sociales à leurs réalités contemporaines.

## Références

- Bihl A. (2011), « L'évolution récente de la condition salariale en France. Une vue cavalière », *Interrogations*, n° 12 : [http:// revue-interrogations.org](http://revue-interrogations.org).
- Bouffartigue P. (2011), « Dégradations du salariat et nouvelles figures du précaire », *Interrogations*, n° 12 : [http:// revue-interrogations.org](http://revue-interrogations.org).
- Bouffartigue P. (2012), « New trade union activism, Class Consciousness or Social Identity? », S. Moore. Palgrave Macmillan, London (2011). 192 pp. », *Sociologie du Travail, Volume 54, n°1, janvier-mars,, Pages 135-138*
- Berthonneau C. (2011), *Se syndiquer au-delà de la classe ouvrière. Les formes de reproduction du militantisme ouvrier dans la sous-traitance automobile*, Mémoire de Master ENS/EHESS, sous la direction de S. Beaud, Septembre.
- Bouquin S. (2011), « La question des résistances au travail dans la sociologie du travail française », *Actuel Marx*, n° 49, p. 60-72.
- Ferreras I., *Critique politique du travail*, Presses de sciences po, 2007.
- Jobard F. (2007), « Fractions de classe », *Vacarme*, n° 39.
- Lamanthe A. (2011), *L'entreprise paternaliste*, Ed. du CNRS.
- Linhart D. (2012), « Domination », in Antoine Bévort, Annette Jobert, Michel Lallement, Arnaud Mias, Dictionnaire du travail, PUF, p. 196-202.
- Merklen D. (2011) *Sociabilité et politicit . Quand les classes populaires questionnent la sociologie et la politique*, Habilité à diriger les recherches, Université Paris-VII, novembre 2011, 498 pages.
- Michelat G., Simon M. (2012), « Le peuple, la crise et la politique », *La Pensée*, hors série, supplément au n  368.
- Moore S. (2011) , *New trade union activism. Class Consciousness or Social Identity ?*, Palgrave Macmillan, Londres.
- Moulier-Boutang (1998), *De l'esclavage au salariat. Economie historique du salariat bridé*, PUF-Actuel-Marx.
- Moucharik S. (2008) « Classes populaires » : peut-on enquêter sur les subjectivités politiques à partir d'un concept a priori ? », *Les Mondes du Travail*, n  6, septembre, p. 47-61.
- Schwartz O., « Vivons nous encore dans une société de classe ? », *La Vie des idées*, 22 septembre
- Scott J.-C. (2008), *La domination et les arts de la résistance. Fragments d'un discours subalterne*, Ed. Amsterdam.
- Supiot, A. (2011). « Fragments d'une politique l gislativ  du travail ». *Droit social*, p.p. 1151-1161.